

CONTRAT DE CONCESSION EMPORTANT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

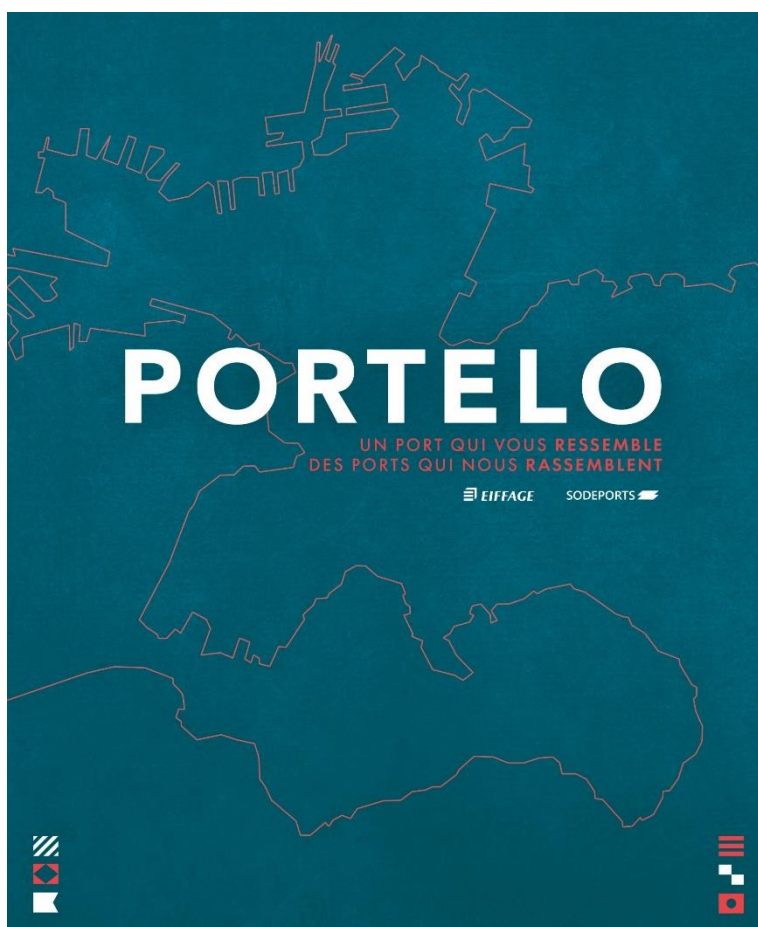
POUR

**L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA
RADE DE TOULON**

Métropole Toulon Provence Méditerranée

ANNEXE 17

CAUTION D'EXPLOITATION



PROJET

CAUTIONNEMENT

(Annexe 17 du contrat de concession emportant concession de service public)

Emise par

EIFFAGE SA

En faveur de

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Entre :

EIFFAGE SA, société anonyme au capital social de 398 407 536euros, ayant son siège social sis 3-7 place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 709 802 094, représentée par Monsieur Benoit de RUFFRAY, Président Directeur Général d'Eiffage, dûment habilité,

(ci-après dénommée la « **Caution** »)

Et :

Toulon Provence Méditerranée, représenté par [●], agissant en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil Métropolitain en date du [●],

(ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »)

Etant préalablement exposé que :

Le Bénéficiaire a désigné la société PORTELO comme titulaire du contrat de concession de service public (ci-après le « **Contrat** ») portant sur la gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance des terre-pleins, du plan d'eau et des équipements composant le Périmètre Délégué, tel que figurant à l'annexe 1 du Contrat, ainsi que le financement, la conception et la réalisation du programme d'investissement tel que prévu à l'annexe 7 du Contrat.

Le Contrat autorise le Bénéficiaire à appeler le Cautionnement dans les conditions de l'article 15.2 du Contrat.

La présente caution est donc consentie, en faveur du Bénéficiaire, selon les termes et conditions ci-dessous (ci-avant et ci-après le « **Cautionnement** »).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Sauf stipulation contraire, les termes et expressions en majuscule employés dans le Cautionnement auront la signification qui leur est attribuée dans le Contrat.

1. Engagement de la Caution

La Caution se porte caution personnelle envers le Bénéficiaire de la bonne exécution par le Concessionnaire des obligations de payer toute somme prévue aux paragraphes a), b) et c) de l'alinéa 3 de l'article 15.1 du Contrat liées à l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ports concédés par le Cessionnaire au titre du Contrat (ci-après les « **Obligations Cautionnées** ») et s'engage à ce titre au profit du Bénéficiaire, conformément aux dispositions des articles 2288 et suivants du Code civil, à assurer la bonne exécution des Obligations Cautionnées, dans les conditions précisées par le Cautionnement et dans les limites énoncées au Contrat.

A ce titre, en cas de défaut de paiement auquel il n'aurait pas été remédié ni renoncé à bonne date par le Concessionnaire au Bénéficiaire d'une somme rappelé à l'alinéa ci-dessus, due au titre des Obligations Cautionnées, la Caution s'engage au profit du Bénéficiaire, à payer les sommes dues au titre des Obligations Cautionnées, dans les conditions précisées par le Cautionnement.

Le Cautionnement continuera à produire ses effets en cas de prorogation d'échéance, de renouvellement ou de modification du Contrat, sans qu'il soit nécessaire de notifier un tel événement à la Caution.

Le Cautionnement pourra donner lieu à un ou plusieurs appels auprès de la Caution étant expressément précisé que le Cautionnement ne pourra être appelé qu'en cas d'épuisement intégral de la garantie d'exploitation à première demande que le Concessionnaire a fait constituer en qualité de donneur d'ordre conformément aux stipulations de l'article 15.1 du Contrat (la « **Garantie d'Exploitation** »).

En aucun cas, le Cautionnement n'aura pour effet de faire supporter à la Caution des engagements en nature ou financiers au-delà de ceux contractés par le Concessionnaire dans le cadre du Contrat.

2. Modalités d'appel de la Caution

2.1. Le présent Cautionnement est régi par les dispositions prévues aux articles 2288 et suivants du Code civil.

2.2. Toute demande du Bénéficiaire faite en application de l'article 1 du Cautionnement prendra la forme d'une notification, en la forme de l'annexe du Cautionnement, qui devra :

- être adressée par le Bénéficiaire à la Caution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse indiquée à l'article 4 de du Cautionnement (ou à toute autre adresse qui aura été notifiée à cet effet par la Caution au moins cinq (5) jours ouvrés avant la date de la demande) ;
- être signée par un représentant habilité du Bénéficiaire ;
- indiquer le montant des sommes dues par le Concessionnaire au Bénéficiaire au titre du Contrat et restée impayée après mise en demeure par le Bénéficiaire restée infructueuse dans les dix (10) jours calendaires suivant la réception de ladite mise en demeure.
- comporter la mention des obligations contractuelles au titre de l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ports concédés auxquelles le Concessionnaire n'a pas satisfait et auxquelles il n'a pas remédié à malgré une mise en demeure ;

- justifier des sommes dues par le Concessionnaire au Bénéficiaire et du préjudice pour ce dernier.

2.3. La Caution, après réception de la notification visée à l'article 2.2 du Cautionnement est tenue de payer au Bénéficiaire, dans les limites et conditions ci-après définies, toute somme prévue aux paragraphes a), b) et c) de l'alinéa 3 de l'article 15 du Contrat due par le Concessionnaire au Bénéficiaire et exigible au titre du Contrat et indiquée dans la demande de paiement. Etant précisé que le montant cumulé dû par la Caution en application du Cautionnement ne pourra pas excéder un million euros (1 000.000 €).

2.4. Le paiement de la Caution interviendra dans les cinq (30 jours suivant la demande de paiement visée à l'article 2.2 ci-dessus.

3. Déclarations et attestations de la Caution

La Caution déclare et atteste au Bénéficiaire que :

- la Caution est une société de droit français constituée sous forme de société anonyme qui a toute capacité pour conduire les activités qui sont les siennes ;
- la Caution a une parfaite connaissance de la situation financière, juridique, fiscale et comptable du Concessionnaire, des droits et engagements du Concessionnaire aux termes du Contrat ;
- la conclusion du Cautionnement a été valablement consentie par les organes compétents de la Caution et l'exécution des obligations qui en découlent constituent des engagements valables de la Caution qui lui sont opposables conformément à ses termes ;
- la signature et l'exécution par la Caution n'est pas contraire et ne contrevient à aucune loi, réglementation ou décision judiciaire ou administrative s'imposant à la Caution, à aucune stipulation des statuts de la Caution ni à aucun engagement contractuel, accord, acte ou tout autre arrangement liant la Caution ou s'imposant à la Caution ;
- la Caution n'est pas en état de cessation des paiements ou insolvabilité et ne fait pas, à la date du Cautionnement, l'objet d'une procédure de dissolution, de cessation d'exploitation, de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de réorganisation, de liquidation judiciaire ou amiable (ou toute autre procédure relevant du Livre VI du code du commerce) ;
- la Caution a le pouvoir et la capacité de signer le Cautionnement et d'exécuter les obligations qui en découlent. La Caution a pris et effectué toutes les mesures et formalités nécessaires pour dûment autoriser la signature et l'exécution du Cautionnement. La signature du Cautionnement ne requiert aucune autorisation d'aucune autorité compétente (notamment quant à sa validité ou son exécution) qui n'ait été préalablement obtenue ;
- le Cautionnement contient des obligations légales et valables qui lient la Caution et ont force exécutoire à son encontre conformément aux termes du Cautionnement ;
- la Caution a connaissance des termes du Contrat.

4. Notifications

Toute notification, demande ou communication pouvant ou devant être faite en exécution du Cautionnement pourra être faite par télécopie, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge. Les notifications seront effectives à leur date de première présentation aux adresses ci-dessous.

EIFFAGE SA

Nom: Xavier OMBREDANNE

Adresse : 3/7 Place de l'Europe, 78140, Vélizy-Villacoublay

PORTELO.

Nom: [●]

Adresse : [●]

5. Impôts et frais

Au cas où la Caution serait tenue, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, d'effectuer une déduction, retenue ou prélèvement sur les sommes payables par lui aux termes du Cautionnement, lesdites sommes seront augmentées du montant nécessaire pour que le Bénéficiaire perçoive, après toutes déductions, retenues ou autres prélèvements, un montant net égal à celui qu'il aurait perçu en l'absence desdits déductions, retenues ou prélèvements.

L'ensemble des frais afférents au Cautionnement ainsi que tous ceux auxquels son exécution pourrait donner lieu seront à la charge exclusive de la Caution.

6. Durée

Le Cautionnement prendra effet à sa date de signature et expirera au terme du Contrat.

7. Engagements

7.1. La Caution reconnaît irrévocablement par les présentes que ses Obligations Cautionnées ne seront pas affectées en cas de modification de tout ou partie du Contrat par voie d'avenant (y compris lorsque ces modifications emportent extension de durée, renouvellement ou augmentation des Obligations Cautionnées) et ne feront pas l'objet d'une novation, ni en cas de modification ou de disparition des liens existants entre la Caution et le Concessionnaire.

7.2. La Caution accepte que ses obligations au titre du Cautionnement demeurent pleinement en vigueur nonobstant toute modification affectant la situation financière et/ou juridique du Bénéficiaire, du Concessionnaire et notamment, en cas de changement de la forme juridique ou de la personnalité juridique pour quelque raison que ce soit, de fusion, scission, apport partiel d'actif, transmission universelle de patrimoine ou de toute autre restructuration même si cela conduit à la création d'une nouvelle entité juridique, y compris pour les créances nées au titre du Contrat postérieurement auxdites opérations.

7.3. Le présent acte constitue un cautionnement solidaire. A cet égard, la Caution renonce expressément au bénéfice de discussion visé à l'article 2298 du Code civil et au bénéfice de division prévu à l'article 2303 du Code civil.

7.4. Le Cautionnement est transmis de plein droit à tout successeur ou ayant-droit à titre universel du Bénéficiaire.

7.5. La Caution renonce à se prévaloir :

- des dispositions de l'article 2316 du Code civil qui, sans décharger la Caution de son engagement, l'autorise à poursuivre le Concessionnaire pour le forcer au paiement en cas de délais de paiement accordés à celui-ci par le Bénéficiaire au titre du Contrat. De ce fait, si le Concessionnaire obtient de pareils délais du Bénéficiaire, la Caution qui reste tenue d'exécuter ses engagements ne pourra poursuivre le Concessionnaire avant l'expiration de ces délais ; et

- des dispositions de l'article 2309 du Code civil qui autorise la Caution, même avant d'avoir payé, à agir contre le Concessionnaire pour être indemnisée par ce dernier dans les cas prévus par les dispositions de l'article 2309 du Code civil.

8. Loi et juridiction applicable

Le Cautionnement sera régi, pour sa validité, son interprétation et son exécution, par le droit français.

Tout différend relatif au Cautionnement, y compris tout litige concernant l'existence, la validité ou la résiliation du Cautionnement, ou à toute obligation relative au présent acte sera de la compétence des tribunaux de Paris.

9. Divers

La Caution ne peut céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre du présent Cautionnement.

Dans le cas où l'une quelconque des stipulations du Cautionnement serait ou deviendrait illicite ou inopposable, il est convenu que les autres stipulations du Cautionnement demeureront licites et opposables aux parties au Cautionnement indépendamment de la ou desdites stipulation(s) illicite(s) ou inopposable(s).

Annexe - Modèle de Demande de Paiement

Lettre RAR

A l'attention de

Le [●]

Objet: Contrat de délégation de service public portant sur la conception, la construction, le financement et l'exploitation des Ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme, situés sur le périmètre délégué, - Caution personnelle et solidaire

Madame, Monsieur,

Nous faisons référence à l'acte de caution en date du [●], émise en notre faveur par la société Eiffage SA, en qualité de Caution. Les termes utilisés dans la présente demande de paiement ont le sens qui leur est attribué dans l'acte de cautionnement.

Nous attestons qu'à la date des présentes, la Garantie d'Exploitation est intégralement épuisée et que l'acte de cautionnement n'a pas expiré.

Nous attestons par les présentes que :

- Le Concessionnaire a manqué à ses obligations au titre de l'article [les articles] [●] du Contrat.
- Nous avons mis le Concessionnaire en demeure de nous payer une somme de [●] euros due et exigible par ce dernier au titre du Contrat (dont copie est jointe). Cette mise en demeure par le Bénéficiaire est restée infructueuse dans les dix (10) jours calendaires suivant la réception de ladite mise en demeure.

En application de l'acte de cautionnement, nous vous demandons par la présente de nous payer la somme de [●] euros due au titre du Contrat dans les quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de cette demande de paiement.

Le paiement de la somme indiquée ci-dessus doit être fait par virement sur le compte n° [●] ouvert au nom de [●], auprès de [●], à [●].

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour [●]

Nom [●]

Qualité [●]

Fait à Paris, le [●]2022, en deux (2) exemplaires.

Eiffage SA, en qualité de Caution

Benoit DE RUFFRAY

Toulon Provence Méditerranée, en qualité de Bénéficiaire
